



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Bernard Baruch, « l'homme d'Etat de Park Bench »

Brillant financier devenu, de son vivant même, une légende de Wall Street, Bernard Baruch fut aussi le conseiller très écouté de plusieurs présidents des Etats-Unis.

- « Votre fils, médecin ? Pourquoi pas. Mais à en juger par la forme de son crâne, je vois plutôt en lui un futur financier ou un politicien. » Bernard Baruch pouvait-il se douter que cette prédiction, faite alors qu'il avait 17 ans par un médecin féru de phrénologie - l'étude du caractère humain par la forme des bosses du crâne, une « science » très à la mode aux Etats-Unis dans les années 1880 - allait se révéler exacte presque mot pour mot ? Financier et politicien, celui que l'on devait surnommer le « loup solitaire de Wall Street » en raison de son refus de s'associer à quiconque allait en effet le devenir, faisant fortune en bourse avant de s'imposer comme l'un des plus fidèles soutiens du Parti Démocrate et de conseiller plusieurs prési-

dents des Etats-Unis. Sa mère, Belle Baruch, issue d'une longue lignée de juifs sépharades installée à New York depuis le XVIIIème siècle et solidement établie dans le commerce maritime, femme de tête et de raison s'il en est elle-même férue de phrénologie, se le tint en tout cas pour dit et fit tout pour favoriser la carrière de son fils. Tout comme son père, le docteur Simon Baruch, un immigrant juif allemand arrivé aux Etats-Unis en 1855 et qui, pendant la Guerre de Sécession, servit comme chirurgien dans l'Etat Major du général confédéré Robert E. Lee avant de devenir l'un des pionniers de la physiothérapie.

Né à Camden, en Caroline du Sud, en 1870, Bernard Baruch aurait peut-être choisi la carrière médicale - pour laquelle il



se sentait quelque affinité - si la fin de la Guerre de Sécession n'avait poussé son père à quitter la Caroline du Sud, considéré comme un territoire occupé par les Américain du Nord et où lui-même faisait l'objet d'une lourde suspicion de la part des nouvelles autorités - pour s'installer, en 1880, à New York. C'est là que le futur financier et homme politique grandit. Diplômé du City Collège de New York, il commence sa carrière, faute de mieux, comme apprenti dans une fabrique de verre de la ville à 3 dollars la semaine. Jusqu'à ce jour de 1889 où Belle Baruch, qui n'a pas oublié les prédictions faites deux ans plus tôt par le phrénologiste, rencontre dans un train un important agent de change new-yorkais, Julius A. Kohn, qui cherche précisément un jeune apprenti. Le soir même, Bernard Baruch, qui ne s'est jamais senti de dispositions particulières pour les chiffres, est embauché chez Whital, Tatum & Company comme garçon à tout faire, à nouveau pour 3 dollars par semaine. A 19 ans, Bernard Baruch vient de faire son entrée dans le monde très fermé des financiers de Wall Street. Un monde que dominant alors les 533 agents de change qui ont payé un important ticket

d'entrée pour occuper un siège à la Bourse de New York et qui, à cette époque, sont tous associés au sein de firmes ayant pignon sur rue. C'est en choisissant plus tard de faire cavalier seul que Bernard Baruch devait gagner son surnom de « Loup solitaire de Wall Strett ». De son vivant même, le nombre de sièges disponibles au NYSE ne devait cesser d'augmenter - depuis 1953, il est fixé à 1366 - tout comme leur prix. En 1870, un agent de change payait en moyenne 4000 dollars pour se voir attribuer un siège. En 1900, il fallait acquitter un droit d'entrée moyen de 80 000 dollars, somme qui passa à 625 000 dollars en 1928, à 1 million de dollars au milieu des années 1980 avant de culminer à 4 millions de dollars en 2005.

C'est donc dans cet univers feutré sur lequel règne une poignée d'agents de change brassant des affaires déjà considérables que le jeune Baruch commence à s'initier aux jeux subtils de la Bourse. En 1891, grâce à nouveau à sa mère qui l'a rencontré par l'intermédiaire de l'une des nombreuses œuvres charitables dont elle s'occupe, il est embauché par Arthur Housman. Titulaire d'un siège au NYSE depuis 1876,



celui-ci est alors l'un des plus importants agents de change de New York. Impressionné par l'ardeur au travail, l'intelligence et les étonnantes facultés d'assimilation de son jeune protégé qui n'est alors qu'un modeste employé de bureau à 25 dollars la semaine, Arthur Housman a vite fait de le nommer courtier puis, en 1895, associé de la firme Housman & Company. A 25 ans, Bernard Baruch gagne déjà 115 dollars par semaine, somme à laquelle il faut ajouter environ 6000 dollars par an au titre de sa part sur les bénéfices. Sa grande chance est de prendre son envol au lendemain de la grande crise boursière de 1893 qui a presque totalement gelé les transactions de titres. Lorsque la crise s'achève, en 1897, le marché, porté par une vague de concentrations industrielles, est prêt pour un nouveau cycle de spéculations. Tout comme Bernard Baruch, bien décidé à profiter lui aussi des opportunités que lui offre le retour de la croissance. Tout en suivant le secteur des matières premières pour le compte de Housman & Company, il se lance à titre personnel dans d'audacieuses spéculations, utilisant pour cela la presque totalité de ses revenus et empruntant de grosses sommes à des proches. Les

premières opérations se soldent par de lourdes pertes. Mais en 1897, il réalise ce qui devait rester l'un des plus beaux « coups » de sa carrière : une spéculation sur les cours du sucre. Ramassant un paquet de titres de l'American Sugar refining Company au moment où le cours de l'action, plombé par l'examen d'une loi au Sénat visant à ouvrir le marché américain jusque-là protégé aux sucres étrangers, se traîne à 8 dollars, il fait, seul ou presque, le pari que le texte sera rejeté par les Sénateurs. Intuition payante ! Lorsque la loi est effectivement rejetée, le cours de l'action bondit à 156 dollars. L'affaire fait de Bernard Baruch un authentique millionnaire tout en lui donnant une réputation flatteuse parmi ses pairs de Wall Street. Dans les deux ou trois années qui suivent, le jeune financier se livre à d'autres spéculations tout aussi juteuses sur les matières premières.

Bernard Baruch est désormais prêt pour l'étape suivante : se mettre à son compte. C'est chose faite en 1903. Cette année-là, il achète pour un peu plus de 80 000 dollars un siège au NYSE et fonde sa propre firme de courtage, intégrant ainsi, à 33 ans à peine, le



prestigieux milieu des grands agents de change new-yorkais. Les matières premières : ce secteur dans lequel il évolue depuis ses premiers pas chez Housman & Company et dont il connaît parfaitement les cycles, est sa vraie spécialité. Charbon, pétrole, mines, métaux, matières premières alimentaires... : rien n'échappe à sa fièvre spéculatrice. N'ayant de comptes à rendre à personne, ce qui lui donne une très grande réactivité, travaillant aussi bien à New-York qu'à Londres, où il se rend chaque année plusieurs semaines, il amasse en quelques années une fortune considérable. Une fortune que vient encore accroître l'acquisition, en 1907, de la firme de courtage H. Bentz & Company, qui dispose de bureaux à New-York, Paris, Londres et Berlin. A cette date, Bernard Baruch est sans conteste l'un des principaux financiers de Wall Street, ce qui lui vaut d'occuper un temps le poste de gouverneur du NYSE. Sillonnant sans cesse les Etats-Unis, il possède un wagon privé où il passe une bonne partie de son temps. Marié depuis 1898, il possède également une somptueuse propriété de 7000 hectares à Hobcaw, en Caroline du Sud, l'Etat d'où sa famille est originaire. Il y passe

presque tous ses hivers, se livrant aux joies de la vie familiale et y recevant ses nombreuses relations.

Un homme, notamment, y est régulièrement convié : Woodrow Wilson, ancien président de l'Université de Princeton élu en 1910 gouverneur démocrate de l'Etat du New-Jersey. Le financier l'a connu par l'intermédiaire de William Gaynor, le maire démocrate de New-York, dont il est proche. Bernard Baruch est alors l'un des rares hommes d'affaires de Wall Street à soutenir le Parti Démocrate, historiquement très présent dans le Sud des Etats-Unis et dans lequel se retrouvent la plupart des minorités américaines, notamment juives. Avec les Démocrates, le financier partage également une vision progressiste de la société, ce qui l'a notamment conduit, lors de son mandat de gouverneur du NYSE, à tenter de réglementer certaines pratiques boursières. Lorsque Woodrow Wilson est choisi comme candidat du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1913, Bernard Baruch devient l'un des principaux financiers de sa campagne électorale. Aussi est-ce tout naturellement vers lui que Wilson, une fois à la Maison Blanche, se tourne pour l'éclairer sur les



grands dossiers économiques du moment.

Plus que ses missions officielles sur le coton ou le maïs, l'histoire a retenu son rôle à la tête du War Industry Board. Malgré ses réticences initiales et celles d'une partie de l'Administration Wilson, qui apprécie peu cette intrusion d'un civil dans ses affaires, Bernard Baruch a accepté, à la demande pressante de Woodrow Wilson désireux de profiter de ses connaissances dans le domaine des matières premières, de présider cet organisme chargé de mettre en ordre de bataille l'industrie de guerre américaine. Lorsque le War Industry Board est constitué en juillet 1917, cela fait deux ans déjà que le financier, qui a un accès direct au président, milite pour une planification forte des ressources de guerre. Un engagement qui lui a valu de solides inimitiés parmi les milieux d'affaires américains, partisans du laisser-faire intégral. Des rumeurs insistantes, à l'origine mal établie mais qui en disent long sur l'hostilité qu'une partie des milieux d'affaires lui voue, laissent d'ailleurs entendre, dès 1917, que Bernard Baruch a spéculé en Bourse peu avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Plus tard, il sera victime

d'allusions mettant en cause ses origines allemandes et juives. Jusqu'en 1919, il joue en tout cas un rôle majeur dans l'achat et la répartition des ressources essentielles à l'effort de guerre et dans la définition de grands programmes de production. Un rôle qui lui vaut d'être nommé en 1919 par Wilson membre de la Commission des Réparations constituée dans le cadre du Traité de Versailles. Avec l'économiste Keynes, il est l'un des rares à mettre en garde les Alliés contre le sort trop brutal fait à l'Allemagne vaincue.

Conseiller économique des présidents des Etats-Unis, Bernard Baruch va le rester tout au long des années 1930, participant à de nombreuses missions officielles pour le compte des successeurs de Woodrow Wilson tout en refusant de se présenter à la moindre élection ou d'occuper des fonctions au sein de l'Administration. Plus qu'avec Harding, Coolidge et Hoover, qui le consultent sur des questions essentiellement agricoles, c'est sous la présidence de Franklin Delano Roosevelt, élu à quatre reprises de 1933 à 1945 et qui est lui aussi un habitué d'Hobcaw, qu'il retrouve un rôle à sa mesure. La crise économique mondiale, dans la-



quelle il a lui-même beaucoup perdu, achève de le convaincre de la nécessité d'une intervention accrue de l'Etat dans les affaires économiques. Ses convictions lui valent de devenir, avec Harry Hopkins et les économistes Raymond Moley, Rexford Tugwell et Adolf Berle, l'un des membres du célèbre Brain Trust, ce petit groupe de conseillers consultés de manière informelle par le président. A ce titre, Bernard Baruch participe de très près au lancement du National Recovery Act (NRA) créant un code de concurrence loyale entre les industriels, instituant des salaires minimum et un nombre d'heures hebdomadaires de travail. Comme Wilson un quart de siècle plus tôt, Roosevelt le nomme en 1943 à la tête du War Production Board. Conscient que l'issue de la guerre, que les Etats-Unis livrent sur plusieurs fronts très éloignés de ses bases arrières, se jouera d'abord et avant tout sur le contrôle des ressources, estimant par ailleurs que l'économie de marché est incapable de répondre aux besoins de l'économie de guerre, Bernard Baruch préconise un contrôle accru du gouvernement fédéral sur les affaires économiques. A la tête du War Production Board, il convainc ainsi Roosevelt d'instituer le contrôle

des prix - un moyen de prévenir l'inflation et d'optimiser le moindre dollar investi dans les industries militaires - de mettre en place une répartition autoritaire des ressources et de la main-d'œuvre, de geler les loyers afin de soutenir les familles des soldats et de développer la production de matières premières de synthèse.

Elu en 1945, le président Harry Truman fera à nouveau appel à lui en le nommant à la tête de la Commission de l'énergie atomique créée en 1946 au sein de la toute nouvelle ONU. C'est à ce titre qu'en juin 1946, il rend public un plan proposant un contrôle international de l'énergie atomique, plan aussitôt rejeté par l'Union Soviétique. Ce sera sa dernière mission officielle. Dans les dix années qui suivent, il continue de conseiller de manière officieuse le gouvernement des Etats-Unis sur les affaires internationales. Selon certains, c'est lui qui aurait inventé l'expression « guerre froide » pour décrire les tensions diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. A New-York où il réside, les habitants peuvent régulièrement le voir à Park Bench, assis seul sur un banc et répondant sans manière et avec pertinence aux questions que lui



posent les passants sur l'Etat du monde. Une simplicité qui lui vaut d'être surnommé « l'homme d'Etat de Park Bench. » Il meurt en 1965 à l'âge de 95 ans.

Tristan GASTON-BRETON,
Historien d'entreprises
tgastonbreton@elzear.com